

Monsieur le Président,
Chers invités,

Tout d'abord, je tiens à remercier le Katholiek Vlaams Hoogstudenten Verbond, mon ancien cercle d'étudiants, ainsi que l'Université d'Anvers d'avoir organisé cette conférence et de m'avoir invité à présenter le Président Klaus. C'est un réel honneur et un vrai plaisir pour moi.

Bien entendu, je voudrais aussi remercier le Président Klaus lui-même de nous avoir donné la possibilité de découvrir personnellement ses idées et ses conceptions concernant différents thèmes tels que le changement climatique, l'économie de marché et l'Union européenne. Des idées controversables qui nous mettent au défi de revoir nos propres conceptions et préjugés intellectuels. Si je suis en profond désaccord avec certaines positions affichées par le Président Klaus, il n'en reste pas moins que je respecte ses opinions, comme il se doit dans une véritable démocratie.

Dans une vraie démocratie, nous devons pouvoir exprimer librement notre point de vue et ce, malgré les réflexions imposées par le consensus social. Nous devons avoir la possibilité de débattre avec nos opposants des principes que nous tenons en haute estime pour pouvoir les convaincre de la validité de nos revendications. Et au final, quand nous avons prouvé le bien-fondé de nos principes et recueilli suffisamment de soutien pour les mettre en pratique, encore faut-il que nous obtenions la responsabilité de la politique que nous menons. Il s'agit là du principe de base sur lequel repose notre société.

Ce principe n'est cependant pas une évidence. N'oublions jamais que sur ce continent, il y a seulement vingt ans, à un peu plus de 500 kilomètres plus à l'Est, des citoyens ont été opprimés par un système idéologique brutal qui limitait la liberté dans tous les aspects de la vie. À l'Ouest, les Européens ont tendance à minimiser l'occupation communiste d'Europe de l'Est et ses effets sur les gens qui y étaient soumis. Pour nous, la Guerre froide a constitué une époque sombre et souvent déprimante, mais dans l'ensemble relativement pacifique.

Après la Deuxième Guerre mondiale, les Européens de l'Est n'ont pas eu le privilège de goûter aux bienfaits de la liberté. Ils ont été enfermés derrière un rideau de fer, coupés du libre-échange des biens et des informations et abandonnés sans défense dans un état de soumission. Voilà où se trouve, d'après moi, la différence fondamentale. Pour les Européens habitant à l'Ouest, le transfert de la souveraineté nationale vers un organe supranational signifiait la réalisation de la paix. Pour les Européens habitant à l'Est, cela signifiait l'oppression. On comprend donc bien pourquoi tant d'Européens de l'Est sont peu empressés à restituer le pouvoir démocratique qu'ils viennent de recevoir. Surtout pour un homme comme Vaclav Klaus, qui a marché aux côtés de son peuple pendant la révolution de velours, mais aussi pendant le divorce de Velours.

Si nous voulons construire une Union européenne forte et démocratique, nous ne pouvons nous permettre de rester aveugles devant cette réalité. Les conditions particulières qui caractérisent notre continent feront en sorte que le système politique que nous adopterons sera très différent de tous les systèmes de gouvernance mis en place jusqu'à ce jour. Une Union ne pourra exister que si elle engendre le respect des identités nationales et régionales, si elle considère comme libres et responsables les communautés qui constituent l'Europe, si elle propage la justice sociale tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières et si elle reconnaît les différences et la diversité qui doivent faire la grandeur de l'Europe.

Comme l'affirmait l'historien néerlandais Geert Mak dans son « État de l'Union européenne » : la légitimité du projet européen a atteint ses limites et les a peut-être même déjà dépassées. Les citoyens européens n'adhèrent plus au projet européen. Il ne s'agit plus d'une union du peuple, mais d'une union de l'élite, appuyée par un jargon bureaucratique et technocratique qui, même pour le citoyen le plus intéressé par la politique, ressemble à un caquetage dénué de sens. Dans l'intervalle, 70 à 80 pour cent des lois votées au sein des parlements nationaux ne sont rien de plus que la transposition en lois nationales de la législation européenne. À un moment où l'impact de l'Union ne cesse d'augmenter sur la vie quotidienne des citoyens, ceux-ci perdent leur intérêt pour la chose européenne. La tension démocratique qui en découle est devenue pratiquement insoutenable.

Pendant longtemps, l'Union a surfé sur la vague sympathique du positivisme. L'Union était une entité presque sacrée qui nous apportait la paix et qui était mue non seulement par une vision, mais aussi par un principe fondamental pour l'Europe : d'une part, plus jamais de guerre destructrice et insensée et, d'autre part, la démocratie et la justice pour tous les Européens. Ces dix dernières années, le monde et l'Europe ont toutefois changé de façon profonde et dramatique. Mais cette vision européenne et ce principe fondamental n'ont pas évolué avec ces changements. S'il y a des leçons à tirer de cette décennie d'évolution européenne bancaire, c'est entre autres celle-ci : il faut arrêter de dire aux Européens ce qu'ils doivent penser et faire, et commencer à écouter ce qu'ils ont vraiment à dire.

Aux quatre coins de l'Europe, des milliers, peut-être même des millions de citoyens européens ont tiré cette conclusion. Je ne fais que pointer du doigt ce qui est clair pour tout le monde. Ce qu'il est important de savoir, à présent, c'est comment pallier ce déficit démocratique. D'aucuns affirment que la défaillance démocratique est inhérente à l'Union européenne et que dès lors, il ne pourra jamais y avoir d'union politique. C'est l'avis des eurosceptiques. Au lieu de remédier aux manquements existant au sein du système, ils proposent d'abandonner le projet politique et de revenir à une union purement économique. D'autres propagent exactement l'idée contraire. Ils considèrent le déficit démocratique comme une opinion erronée de la population. Ou bien ils la reconnaissent, mais uniquement comme un contretemps temporaire dans le processus de l'intégration politique. Ils veulent faire le grand saut vers les États-Unis d'Europe, en supposant que le citoyen européen va sauter dans le vide après eux. Ce sont ceux que j'appelle les euphiles.

Je ne suis ni un eurosceptique, ni un europhile. Je me considère comme un euroréaliste. Je crois fermement dans le projet politique européen. Plus même, je crois qu'une collaboration politique institutionnalisée est inévitable. Si nous ne nous rapprochons pas les uns des autres dans ce monde qui se transforme de plus en plus en village, nous deviendrons superflus chacun de notre côté et en quelques décennies, l'Europe sera jetée aux oubliettes. Mais je suis aussi persuadé que si nous ne renforçons pas l'adhésion du public, qui doit étayer toute entité démocratique, le projet politique européen est voué à l'échec. L'Histoire nous a appris que la création abstraite d'une utopie idéaliste dans le faste luxueux d'un cabinet de travail ne peut mener qu'au cauchemar du despotisme. Et c'est précisément cette crainte d'un despotisme éclairé qui pousse les Européens à tourner le dos à l'Union.

Évoluer vers une Union plus forte est un processus de longue haleine qui ne peut être envisagé à la légère. Ce dont l'Union a besoin maintenant, c'est d'un débat. Pas un débat entre représentants gouvernementaux et bureaucrates derrière des portes closes d'un lointain château, mais un débat ouvert entre citoyens ordinaires, hommes politiques actifs sur l'échiquier européen, national, régional et local, personnalités publiques, intellectuels, etc. Ce sera un débat difficile, mais indispensable. Les idées et les points de vue se heurteront et les oppositions sociales éclateront au grand jour. Mais quelle que soit l'issue du débat, celui-ci sera enraciné dans l'adhésion populaire. Ce qui apportera à l'Union la légitimité démocratique qu'elle cherche désespérément.